

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE (S.F.I.O.) (Anc. Ligue Communiste)

ABONNEMENTS : France . . . 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.  
Etranger . . . 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.  
Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois :  
5 francs  
Paraît le vendredi

## La réaction se déchaîne ! La vie, les libertés des travailleurs sont en danger !

La première phase du développement bonapartiste en France, commencée le 6 février, sous le « gouvernement de trêve », s'achève ; une nouvelle est en voie de préparation ; la crise latente durant les mois d'été est sur le point de percer ; une solution doit être donnée à bref délai.

Récapitulons en quelques mots la situation : la politique de déflation n'a apporté aucune amélioration. La crise économique sévit plus intense que jamais ; aucune perspective d'atténuation des difficultés dans l'industrie comme pour l'agriculture. Mais par contre, condition économique aggravée des travailleurs de la ville et de la campagne, avec cette perspective de chômage croissant, de paupérisation grandissante. Les larges couches du pays sont mécontentes du sort qui leur est fait ; il a été possible de le constater au cours des élections partielles où, le plus souvent, socialistes et communistes ont enregistré des gains.

### RENFORCEMENT DU BONAPARTISME ET LUTTE CONTRE LE « FRONT COMMUN »

La grande bourgeoisie s'alarme, elle sent branler les fondements de sa domination sur le pays.

Ses forces de coercition, son appareil de répression, révèlent un état de décomposition très avancé. Aussi la grande bourgeoisie éprouve-t-elle le besoin de se réarmer immédiatement. Le programme de la nouvelle étape qu'elle veut aborder, Doumergue l'a développé dans le discours qu'il a lu à la radio. Il s'agit au moyen d'une réforme de la constitution, réduisant le Parlement à la portion congrue, faisant de l'administration d'Etat une vaste caserne où le fonctionnaire ne sera plus qu'un soldat privé de droits, soumis à la discipline la plus stricte (les instituteurs sont déjà directement frappés), de concentrer le pouvoir en peu de mains, obéissant rapidement aux ordres du grand capital. Il s'agit d'un renforcement du bonapartisme, de ce pouvoir qui impose « l'ordre » en s'appuyant essentiellement sur la force armée.

Pour réaliser son programme, la grande bourgeoisie opère une mobilisation rapide de ses hommes et de ses formations. Doumergue a lancé un appel. Les divers groupes bourgeois répondent : présent. Mais il reste encore à le faire accepter aux masses laborieuses et la difficulté est grande pour la bourgeoisie. Les années passées dans la « prospérité » relative, l'absence de grandes luttes sociales, la politique incohérente du P.C., tout cela a nui au développement du courant révolutionnaire, mais a profondément fortifié les illusions parlementaires et démocratiques. La victoire du fascisme en Allemagne a, elle aussi, agi dans le même sens. Les masses des villes et des campagnes de France, guère entamées par la réaction, sont attachées aux libertés démocratiques acquises il y a de nombreuses années. Et, cet attachement se traduit aujourd'hui, même pour des couches importantes de la petite bourgeoisie, par une inclination vers le bloc parti socialiste-parti-communiste qui leur apparaît comme le plus sûr défenseur de ces libertés. La grande bourgeoisie comprend fort bien le danger de cet état de fait. Pour écarter le coup de « l'homme au couteau entre les dents », elle dénonce le « front commun qui portera le franc à zéro ». Combiné à cela, les formations de combat du capital commencent à s'attaquer aux organisations, aux militants, à coups de revolver ; les Croix de Feu font des exercices de mobilisation ; il s'agit d'intimider les organisations ouvrières, de les réduire à la passivité et à l'inaction pendant que la bourgeoisie réalignera ses plans.

### P. C. ET P. S. SUR LE TERRAIN DE LA LÉGALITÉ BOURGEOISE

Les directions du P.C. et du P.S., au lieu d'orienter les travailleurs vers le combat cédant devant la pression de la bourgeois-

**Mobilisation de tout le peuple travailleur pour défendre son existence. Plus de palabres. Pas de crédit à la légalité bourgeoise, à l'action parlementaire. LE SUCCÈS NE PEUT ÊTRE ASSURÉ QUE PAR LA FORCE AGISSANTE DES TRAVAILLEURS !**

**Face au Parlement croupion qui capitule devant les Versaillais, rassemblement en comités de quartiers, de cantons, en COMMUNES qui désigneront la seule constituante émanant véritablement du peuple.**

**Pour briser les projets de réforme constitutionnelle, pour renverser le gouvernement d'ennemis des travailleurs, organisons la GRÈVE GÉNÉRALE !**

**Sécurité des masses travailleuses par la MILICE DU PEUPLE !**

La direction du P.C. est liée à la politique soviétique qui a besoin de « l'amitié française », c'est tout dire ; à la base, un mécontentement contre la politique d'inaction se fait sentir mais est noyé dans le désarroi idéologique créé par le tournant récent. La direction du P.S. rêve du passé démocratique ; elle commence seulement à s'habituer à « l'unité d'action » ; profondément imbue de conceptions d'un développement politique graduel, elle est désarçonnée par l'éventualité même d'une période d'instabilité ; quant à la base, si déjà dans certaines fédérations comme la Seine, les illusions d'un retour à la démocratie se dissipent, on est encore loin d'une conception claire des conditions du combat.

A la mobilisation de la bourgeoisie, de ses troupes de choc pour priver les masses laborieuses de leurs maigres libertés, le bloc parti socialiste-parti communiste répond par un appel strictement situé sur le terrain de la légalité bourgeoise. Une interpellation parlementaire et, pour après les élections cantonales qui absorbent le plus gros de l'activité présente du P.C. et du P.S., on envisage des réunions et des manifestations. Le crétinisme parlementaire coule à grands flots.

Sur cette voie qui fut celle de la social-démocratie autrichienne, la défaite serait inévitable. Placée sur un terrain s'amoindrisant sans cesse, la classe ouvrière subirait échec sur échec, la réaction imposerait son programme de misère accentuée, de préparatifs de guerre renforcés. Il faut absolument briser cette perspective officielle de recours au Parlement bourgeois : celui-ci ne peut plus rien que se taire. On ne peut plus revenir à la démocratie ancienne. Elle est condamnée ; ni la bourgeoisie ni le prolétariat ne peuvent s'en servir pour leurs intérêts de classe.

### UNE SEULE PERSPECTIVE : LE COMBAT POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Il faut dresser la perspective réelle : ou la classe ouvrière et les masses laborieuses organiseront, renforceront rapidement leur défensive (c'est à quoi elles sont aujourd'hui contraintes) qui se transformera bientôt en offensive, ou bien ce sera la débâcle. Cette perspective doit être à la base de toute l'activité de la classe ouvrière : on ne reviendra pas à la démocratie d'avant le 6 février, la machine ne fera pas marche arrière ; ou on ira plus avant dans le bonapartisme, vers le fascisme et la guerre, ou on ira vers le socialisme. Et c'est pourquoi la classe ouvrière doit non pas accepter de poser des questions parlementaires à une bourgeoisie qui s'en moque, mais elle doit se poser comme le champion de la démocratie la plus large. La lutte contre le programme Doumergue ne peut se mener que pour le but suivant : le pouvoir aux masses travailleuses, le gouvernement ouvrier et paysan.

### LES MOYENS DE COMBAT : RASSEMBLEMENT, ORGANISATION

Par quels moyens canaliser la volonté de résistance de la classe ouvrière vers ses objectifs historiques, afin que cette volonté de résistance n'éclate pas en mouvements sporadiques de révolte provoqués et écrasés par la réaction étatique et ses bandes ? Toutes les fanfaronnades des dirigeants sans organisation solide peuvent précipiter les conséquences d'une misère sans cesse accrue et faire le jeu de l'ennemi.

Par quel moyen mener cette lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan ?

Le coup de force du 6 février a entraîné un rapprochement des rangs ouvriers ; la menace d'un nouveau coup de force doit entraîner sans plus tarder une scouade plus grande des rangs des travailleurs.

La question du parti unique est à l'ordre du jour. Pour la résoudre, il faut dès maintenant que se tiennent des assemblées uniques préparatoires où seront examinés les problèmes du parti en fonction de la situation présente.

La question de l'unité syndicale doit être résolue dans les jours qui viennent. Pas un syndiqué ne doit accepter des délais de quelques semaines et mois quand le danger est si imminent. Le moyen le plus efficace des travailleurs contre l'offensive réactionnaire, c'est le GREVE GÉNÉRALE menée jusqu'à la victoire, jusqu'à ce que la bourgeoisie capitule. C'est précisément pour assurer dans les meilleures conditions la préparation et l'organisation de la grève générale comme moyen de lutte des travailleurs qu'il faut l'unité syndicale tout de suite, sans délais bureaucratiques.

Parti unique, unité syndicale ne suffisent pas à résoudre le problème de l'implication des travailleurs contre le danger réactionnaire. La grande majorité des travailleurs est inorganisée ; il faut grouper toute la masse laborieuse pour lutter contre la réaction. Comment cela ? Par usine, par entreprise, sur le lieu de travail, il faut créer des comités ouvriers élus d'entreprise, d'usine. Rassembler ces comités locaux. Relier nationalement tous ces comités locaux. C'est ainsi que parallèlement au rassemblement des travailleurs organisés s'opérera le rassemblement de toute la masse laborieuse et ainsi que se développera contre les prétentions bonapartistes de la bourgeoisie, face à un parlement croupion prêt à satisfaire ces prétentions, la seule véritable représentation parlementaire honnête des travailleurs de ce pays, que naîtra dans la lutte le pouvoir des ouvriers et des paysans.

### DES MILICES ANTIFASCISTES ET L'ARMEMENT DU PROLETARIAT POUR TENIR TÊTE AUX BANDES REACTIONNAIRES

Mais la lutte a commencé de se porter sur le terrain de la force physique ; elle ne peut que se développer sur ce terrain car c'est seulement par la force qu'une solution sera assurée, que la crise sera tranchée. Parce qu'il ne peut avoir aucune confiance dans la légalité bourgeoise, le peuple travailleur doit prendre les mesures pratiques pour assurer par lui-même la défense de ses droits. Dans chaque localité, dans chaque faubourg, il faut créer des milices antifascistes du peuple. Les révolutionnaires qui cherchent à s'y opposer sous des prétextes comme « la bourgeoisie va s'en servir contre nos organisations, il ne faut pas la provoquer » sont au fond des partisans camouflés de la lutte sur le terrain de la légalité bourgeoise. On n'évitera pas la marche en avant de la réaction « en ne la provoquant pas » ; celle-ci inventera des complots et tout ce qu'il faudra pour justifier ses mesures de violence. Le seul moyen de lui tenir tête, de la briser, c'est d'opposer la force à la force.

La seule garantie pour le peuple travailleur d'être libre, quand toutes les bandes de la réaction sont armées pour lui imposer silence, c'est d'être armé lui aussi. Il n'y aura de véritable « autodéfense de masse » que si chaque travailleur possède

chez lui de quoi riposter aux revolvers et aux couteaux fascistes. On peut être sûr que lorsque le peuple sera armé, loin de « provoquer » la réaction, celle-ci se montrera beaucoup moins provocante.

La réaction prépare un nouveau coup de force. Le danger est imminent ! Aux actes, sans perdre une minute.

### Avant les C.C.N Syndicaux

## UNITE IMMÉDIATEMENT

Doumergue-Tournesuz vient de donner ses vœux aux forces réactionnaires et fascistes par une attaque violente contre les fonctionnaires et leurs organisations syndicales.

La C. G. T. et la C. G. T. U. réagissent... par ces protestations.

« C'est Doumergue avec ses décrets-lois qu'il faut balayer ! » écrit Frachon dans l'Humanité du 29 septembre.

« Nécessité d'une action ferme et raisonnée » proclame la direction de la C. G. T. dans son appel.

Mais chacun se garde bien d'indiquer aux travailleurs comment « balayer Doumergue et ses décrets-lois » et quelle « action ferme et raisonnée » entreprendre ; chacun se garde bien de faire l'agitation indispensable pour préparer l'action nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Ainsi les déclarations des bureaucrates unitaires et confédérés ne sont que l'expression d'une basse démagogie.

Confédérés, unitaires, nous ne devons pas tolérer une attitude aussi criminelle ! Nous devons mettre nos « responsables » au pied du mur !

Nous ne « balayons Doumergue » que par notre action propre. Comment ? Par des meetings, des manifestations ? C'est insuffisant actuellement pour vaincre. Or, nous voulons vaincre. Nous possédons une arme : la grève générale, c'est celle qu'il faut employer. Oui, mais nous ne sommes pas prêts, et nous n'avons que ce moyen pour imposer, dans la période présente, l'abrogation des décrets-lois, la réintégration de nos camarades sanctionnés, le renversement du gouvernement Doumergue. Alors il faut se mettre au travail pour préparer sa réalisation. Sans tarder, partout, au syndicat, dans son parti, il faut lancer ce mot d'ordre, il faut l'imposer à nos « directions » syndicales.

Mais nous sommes divisés, et les événements se précipitent. Aussi l'unité syndicale doit se réaliser immédiatement. La situation l'exige impérieusement. Il faut balayer toutes les résistances, chasser impitoyablement ceux qui s'opposent à sa réalisation.

« Oui, diront les camarades unitaires. Mais si la C. G. T. repousse à nouveau le Congrès de fusion ? Nous ne pouvons tout de même pas rentrer chez Jouhaux ». Pourquoi pas, camarades unitaires ? Après les C. C. N. ce sera certainement la seule solution pour faire l'unité. Actuellement, vous ne pouvez reculer devant aucun moyen pour réaliser l'unité syndicale exigée par la situation. Il ne reste que cette issue. Au grand effroi de la clique réformiste corrompue et malgré Monmousseau, Frachon. Cette solution, vous devez l'adopter.

Alors, tous dans la même organisation, nous irons en coude à coude à la bataille ; nous écraserons toutes les résistances à l'intérieur de l'organisation et par une grève générale active nous « balayons Doumergue et ses décrets-lois ».

BOITEL.

## Après le « feu à volonté » de la Rue Pradier

**Les travailleurs ne sont pas les cibles des godelureaux du front national !**

**Ils assureront leur sécurité ! On ne prévient pas le plomb avec les poings !**

**Que chacun en tire IMMÉDIATEMENT la conséquence...**

### L'Entrée de l'URSS dans la S.D.N.

## Double triomphe de Blum et de Zyromski

L'entrée de l'U. R. S. S. à la Société des Nations a été saluée par Blum, dans un discours retentissant, comme un double triomphe. L'un sur la politique de l'impérialisme français — et cette sorte de « triomphe » ne doit pas atténuer la vigilance du prolétariat. Bien au contraire. L'autre, « avec discrétion et en toute amitié » sur les communistes : Et de rappeler, sans insister d'ailleurs, les anathèmes dont ils accablaient encore, il n'y a guère, la S. D. N. (Popu, 17 sept.).

Le « gauche » Zyromski vient d'ailleurs à la rescousse sept jours plus tard pour déclarer « Voilà qui va ranimer et revigorer l'organisme génovois qui en avait bien besoin ». Et tous deux de faire chorus sur l'utilisation par le prolétariat de la S. D. N. qui pourrait être portée « au maximum » par la réalisation de l'unité organique.

Zyromski dépassa Blum en appelant l'U. R. S. S. à œuvrer au sein du Bureau international du Travail, organisme de coopération internationale des esclavagistes et des esclaves.

C'est dire, on ne peut plus nettement que Blum, avec l'aide de Zyromski, entend faire de l'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. un « triomphe » contre l'internationalisme révolutionnaire au profit de la S. D. N. hier encore accablée d'injustes « anathèmes ».

Or, ces « anathèmes » sont la seule expression de la position de classe contre la Société des Nations qui, dans son fonds, reste pour nous « la société de vol, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste », le meilleur moyen pour troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, contre laquelle le premier Congrès de l'Internationalisme Communiste appelaient les prolétaires révolutionnaires à mener « une lutte implacable ».

Tout renforcement de la confiance prolétarienne dans l'institution génovoise, dans le pacifisme génovois, dans la possibilité d'utiliser « au maximum », l'agence des impérialismes anglo-français (pacifiste aujourd'hui seulement, dans la mesure où la défense du système de Versailles a besoin du pacifisme), livre le prolétariat à la classe dominante face à la guerre qui se prépare. Il conduit tout droit à la Défense Nationale (que le « gauche » Zyromski ne répudie pas).

L'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. peut être une amère nécessité entraînée par la conjoncture et le rapport des forces. Elle ne doit en rien comporter dans les rangs du prolétariat ou tel « triomphe » sur l'internationalisme révolutionnaire.

Sans doute, les dirigeants de l'actuel parti communiste ne sont-ils plus en état de défendre la position de Lénine contre de tels « triomphes ». A Blum, Cachin répond platement (Huma du 18 sept.) : « Ce n'est pas un motif pour nous de modifier notre conception sur l'impuissance de la S. D. N. tout à fait incapable, par exemple, d'empêcher l'agression du Japon contre la Mandchourie et l'U. R. S. S. Non, la S. D. N. des tanks, des baïonnettes et des dreadnoughts, n'est ni impuissante ni incapable d'empêcher la guerre : elle est l'agence des impérialismes versaillais acharnés à défendre et à étendre leurs rampes sur l'arène mondiale contre leurs rivaux impérialistes, contre le prolétariat contre l'état prolétarien et contre les opprimés coloniaux. Et la position conjointe de Blum et de Cachin, envers la S. D. N. « renforcée » par l'U. R. S. S., est pleine de péril pour la classe ouvrière.

Les ouvriers socialistes s'efforceront, avec nous, de défendre le prolétariat contre « le triomphe » de l'idéologie génovoise sur les « anathèmes » de la conscience de classe du prolétariat.

F. GERARD.

# FORMEZ IMMÉDIATEMENT

**LENINE, ce "provocateur"...** IL V A UN AN DE CELA.

...Rappelons-nous que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être dans la mesure du possible, simultanée. Les masses doivent savoir qu'elles se lancent dans une lutte par les armes, sanglante, sans merci. Le mépris de la mort doit se répandre parmi les masses et assurer la victoire. L'offensive doit être la plus énergique : attaque et non défense ! Voilà quel doit être le mot d'ordre des masses et l'extermination implacable de l'ennemi doit être leur objectif ; l'organisation de combat sera mobile et souple ; les éléments hésitants de l'armée seront entraînés dans la lutte active. Le parti du prolétariat conscient doit remplir son devoir dans cette grande lutte.

Proletari (Le Proletaire), n° 2.  
11 Septembre (29 Août), 1936.

## Assez de déclamations face aux assassins ! des actes ! des armes !

La photo officielle représentant un groupe de fusilleurs francistes fut publiée le 18 septembre dans deux journaux : l'Humanité, organe du parti communiste ; et la République, quotidien des radicaux de droite. Dans ce dernier journal, la photo a été agrémentée d'un « dédié à M. le Ministre de l'intérieur ». Dans l'Humanité, la légende porte : « Qu'en pense Sarraut ? » Touchant concert.

Mais il y a mieux : parlant de cette information photographique, P. Vaillant-Couturier conclut : « Que MM. les assassins commencent ! ». Exigeant Vaillant-Couturier ! 18 tués en 6 mois ne sont même pas un commencement pour lui. Rue Pradier, jeudi soir, des travailleurs furent mitraillés... la preuve de l'assassinat n'est-elle pas assez éclatante ?

Le même jour, le « Matin » se fait l'écho d'une décision gouvernementale (démentie, donc exacte) tendant à renforcer la garnison de Paris. Que répond la presse ouvrière ? Le « Popu » proclame magnifiquement : « Si c'est pour intimider les travailleurs, c'est peine perdue ». Et il ajoute : « La classe ouvrière parisienne ne cherche pas la bagarre » !.

Les ouvriers de Vienne non plus ne cherchent pas la bagarre, elle leur fut imposée au moment choisi par l'ennemi...

Le Popu, il est vrai, a donné cet « avertissement » au gouvernement : « La classe ouvrière saura écraser toute tentative de coup d'état fasciste ». Hélas ! cet avertissement, s'il n'est pas accompagné d'actes, n'est qu'une rodomonade dont Doumergue ne se soucie guère : Doumergue est en effet le précurseur, l'organisateur du « coup d'état ». Pourtant l'Humanité et le Popu comptent sur Sarraut-Doumergue pour dissoudre les ligues fascistes ».

La présente étude qui sera éditée en brochure, vient donc sonner l'alarme et donner la seule solution qui fera reculer les bandes réactionnaires pré-fascistes et le gouvernement qui les protège : LA CREATION DES MILICES DU PEUPLE.

La bourgeoisie française nous montre du reste le chemin. Elle consacre les 2/5 de son budget à sa sécurité, à son armement militaire, à sa police, à l'encouragement des bandes réactionnaires sous diverses étiquettes sportives et de S.P.M. Cette sécurité là c'est celle du coffret de la bourgeoisie, le prolétariat n'a qu'en faire, il veut, lui aussi, sa sécurité, il doit avoir les organisations et les armes nécessaires à cette sécurité !

« Chaque français (traduisez chaque bourgeois) possède un revolver dans sa table de nuit », a déclaré le colonel de la Roque, chef des Croix de Feu devant la Commission d'Enquête. Chaque prolétaire doit comprendre ce que lui dicte cette affirmation.

La bourgeoisie française, à l'exemple des bourgeoisies italienne et allemande, organise des troupes d'attaque encadrées et armées. Le prolétariat doit opposer à ces mesures et pour sa défense la création rapide des MILICES DU PEUPLE.

## Qu'a-t-on fait depuis un an ?

### LA RUE HERMEL.

En octobre 1933, c'est-à-dire 8 ans après s'être fait durement rosser à Paris, rue Darnémont (1) les Jeunes Patriotes s'avisèrent de convoquer une « réunion publique et contradictoire » rue Hermel dans la « Salle du Peuple Français » en plein cœur du 18°. En réalité, ils voulaient leur revanche et ne dédaignèrent pour cela, aucun moyen (brigades armées de matraques, chômeurs algériens embrigadés par tromperie, recrutés pour un soir, entente avec la police de l'arrondissement). Quant aux organisations ouvrières du coin, elles avaient convié leurs adhérents à venir écouter la contradiction du secrétaire du rayon communiste : aucun autre mot d'ordre, pas de plan de bataille, nulle connaissance du lieu. C'est dans ces conditions qu'entrèrent 200 prolétaires « pacifiques ». Discours provocant des J. P. Interruptions ouvrières. Les orateurs J. P. essaient de faire jouer les divergences entre partis ouvriers : peine perdue, « Internationale », « Jeune Garde ». Puis, vers 22 heures sur l'air des Lampions : « La contradiction ! » Tout à coup, à l'heure H, faisant irruption des coulisses où ils étaient dissimulés, une cinquantaine de matraqueurs obéissent à un ordre bref. Dix minutes plus tard, la salle est vidée, il ne reste plus que des blessés, à coup de matraque ou coup de rasoir, enlevés par des camarades sous l'œil narquois de la police qui a assisté impassible à toute la boucherie.

Sans doute, face aux formations réactionnaires et fascistes, qui se sont enhardies depuis le 6 février, la réalisation du front unique est-elle réconfortante ; mais ce front unique sans action organisée, existait dans la salle de la rue Hermel, cet accord parfait qui régnait entre socialistes, pupistes, communistes, n'a pas empêché le honteux matraquage à l'heure choisie par les actionnaires. Sans doute après le 6 février le prolétariat a souvent violemment réagi contre les tentatives réactionnaires et fascistes. Ces messieurs malgré les protections policières, furent fréquemment rossés (à Grenoble la leçon fut vraiment excellente), mais les morts furent toujours de notre côté. Mais peut-on se contenter d'une résistance spontanée ? Pourquoi les responsables des organisations ouvrières ne veulent-ils pas pratiquement opposer à toute matraque fasciste, deux matraques prolétariennes ? Et aux bandes d'agresseurs, des organisations de défense sérieuses. Les apprentis fascistes, les jeunes godoleux de l'A. F., des J. P., les francistes, les petits bourgeois intoxiqués des Croix de Feu, les réactionnaires enrégimés de tout poil, tiennent à leur peau. Ils auraient moins de cran s'ils ne s'enhardissaient bien souvent de l'incar-

plus au sérieux, les Bucard, les de la Roque, les Clementi et leurs bandes, quand les travailleurs auront répondu à leurs provocations en les envoyant à l'hôpital.

## IL NOUS FAUT NOS SOLDATS.

On ne peut prendre au sérieux des prétendus révolutionnaires incapables de tenir la rue, ceci est vrai autant pour les fascistes que pour les organisations révolutionnaires. Mais pour rosser les fascistes, il faut opposer aux troupes bien armées et encadrées du fascisme, les troupes encadrées et armées du prolétariat. Il ne faut pas opposer la foule avec ses poings et son courage aux revolvers aujourd'hui et aux mitraillettes et grenades de demain. Il faut aux travailleurs leurs soldats, des soldats vigoureux, sachant se battre pour la défense de leurs libertés attaquées, et rendant toujours deux coups pour un. La classe qui porte les intérêts historiques de l'humanité, ne peut céder devant une poussière humaine.

Trotsky a écrit en 1931 « que 100 combattants prolétariens à la condition d'être organisés et discipli-

nés, pouvaient réduire en poussière 1000 nazis embriagés ». Ce jugement est plus que jamais valable.

## MILICES ET AUTO-DEFENSE DE MASSE.

L'action des milices du peuple, organisations indispensables à la défense ouvrière, ne doit évidemment aucun prix remplacer l'action pour la conquête des masses. La lutte contre la réaction et le fascisme, exige impérieusement la conquête des masses ouvrières, paysannes et celle de larges couches des classes moyennes, la milice ne peut être que l'arme indispensable des masses, mais ne peut suppléer à leur mobilisation et à leur sympathie.

L'existence des milices ne doit pas empêcher les réunions, manifestations de masses, etc., mais bien au contraire, permettre aux réunions et manifestations antifascistes d'atteindre tous leurs objectifs. L'existence de milices du peuple n'aurait pas permis d'assister à la malheureuse réunion antifasciste de Saint-Avit près de Besançon qui se « tint sous une grêle de pierres assainies de coups de feu (Populaire » du 17/9). L'existence des milices du peuple ne permettrait pas que les manifestations de « masses » antifascistes (auxquelles l'avant-garde participe souvent seule du reste) ne tournent en conflit sanglant avec la police sans que les fascistes aient été sérieusement abimés, ainsi que cela se passa à Paris en mars dernier à la réunion des Croix de Feu du 20<sup>e</sup> arrondissement. L'existence des milices du peuple n'aurait pas permis aux assassins d'Hémin-Liétard de tenir leur réunion ni de se retirer sans pertes graves leur coup accompli, pour être acquittés finalement.

## BASES DE CONSTITUTION

1. Chaque organisation ouvrière doit avoir sa milice. Des camarades désignés jouissant de la confiance de leur organisation seront affectés à cette milice. Cette milice visera d'abord à la défense des locaux de l'organisation, à la police des réunions. Elle devra acquiescer au plus tôt la forme d'organisation disciplinée avec ses codes, ses formes de luttes propres étudiées pour chaque cas ; elle devra posséder les moyens matériels de lutte adaptés à chaque cas de son activité possible ;

2. Un comité de vigilance fonctionnant sur la base locale, devra permettre à tout moment l'entraide des milices de toutes les organisations adhérentes, chaque fois que cela sera nécessaire et plus particulièrement chaque fois qu'un danger d'attaque fasciste menacera l'une quelconque des organisations adhérentes.

3. Par quartier, par usine, par cité ouvrière, par localité, doit être organisée une milice du peuple comprenant tout travailleur antifasciste désireux de lutter pour l'interdiction de toute manifestation fasciste (réunion, vente de journaux, défilés), dans son quartier, sa localité, les abords de sa cité, de son usine.

Cette milice, recrutée sur une base large, comprendra des ouvriers, des paysans, des techniciens (ingénieurs chimistes, etc.), des employés, des fonctionnaires, des petits commerçants, etc., de toute tendance unis fraternellement, chacun apportant ses possibilités propres et ses connaissances de la lutte physique ; les anciens combattants, sous-officiers et officiers de réserve antifascistes y occuperont des postes appropriés.

## CHEZ EUX

### ORIENTATION :

« Tous les officiers de réserve ont l'ordre de l'autorité militaire de tenir en bon état leur revolver d'ordonnance. Il suffit d'une petite pression pour libérer le cran d'arrêt... »

Marcel BUCARD, le Franciste du 23 septembre.

Organisations pré-fascistes et fascistes	LEURS FORCES NUMÉRIQUES		Leurs formations para militaires	Leur influence	Observations
	avant le 6-2-34	depuis le 6-2-34			
Croix de Feu et brisards	20.000	80.000	Groupes de combat armés de pistolets paraboliques Sections de « disponibles »	Influencent l'U.N.C. Sont en liaison avec l'Etat-Major et la Haute Police	
Action Française	en croissance nette		Groupes de combat armés	Travaillent en direction	assassinat d'un ouvrier à Hémin-Liétard
Jeunesses Patriotes	25.000	35.000	formations militaires très hiérarchisées (phalanges)	1. des employés 2. des fonctionnaires 3. des artisans 4. des chômeurs	ont fondé le «Front national»
Solidarité française	100.000	200.000	Troupes de choc organisées en escouades, groupes, brigades d'état-major		
Parti social-national	à peine quelques milliers stationnaire		groupes d'ordre, de défense, motorisés, cyclistes	travaillent dans les milieux petits-commerçants	fondateur le milliardaire Hennessy
Parti national-communiste	n'existait pas	plusieurs dizaines de mille	Equipes de choc armées	orientent leur action	antisémitisme
Francistes	2.000	30 à 35.000	Cohortes de légionnaires et corps francs bien armés	vers les chômeurs et les ouvriers de l'Est et d'Afrique du Nord	
Parti agraire	en progression nette		néant	s'efforcent par leur démagogie de canaliser vers le fascisme les mécontents des classes moyennes	A lancé l'idée du «Front paysan»
Ligue des Contribuables		étale	néant		

Troupes encadrées et armées. — TOTAL 40.000 disponibles prêts à marcher

pacité des organisations ouvrières à déjouer leurs plans agressifs et à les punir sérieusement. L'affaire de la rue Hermel restée impunie, et sans suite, fut pour eux, un encouragement capital.

## LA BOURGEOISIE OUVRE DÉJÀ SES CAISSES.

Bien des coups de mains peuvent être perpétrés de décembre 1933 à janvier 1934, des tentatives de putsch faites autour de la Chambre, puis le 6 février, réactionnaires et fascistes furent les premiers surpris de leur succès et du néant des réactions prolétariennes le soir du 6 février. Leur enthousiasme date de cette mémorable journée, leur recrutement n'a progressé considérablement qu'après cette date. La bourgeoisie n'avait avant le 6 février, que trop peu confiance en ces bandes, pour miser sur elles. Mais aujourd'hui que les troupes de guerre civile fascistes et réactionnaires lui apparaissent capables de tenir la rue et de s'imposer dans les quartiers ouvriers, une grande partie de la bourgeoisie ouvre déjà ses caisses.

La semaine de février, l'axe du pouvoir est passé, malgré la vigoureuse réaction du 12 février, entre les mains de la réaction ; depuis, les exemples de l'armement des bandes réactionnaires sont innombrables, leur volonté de destruction des militants ouvriers est démontrée.

## IL N'EST QUE TEMPS DE FORMER DES ORGANISATIONS DE DEFENSE ACTIVE.

Il n'est que temps de signifier à la bourgeoisie, que le prolétariat français ne lui laissera pas jouer la carte fasciste, l'un des moyens à employer pour couper court au fascisme, c'est d'écraser les formations militaires fascistes dans l'œuf ; il est déjà tard, il n'est pas encore trop tard, MAIS IL N'Y A PAS DE TEMPS A PERDRE.

## QU'EST-CE QUE LA DEFENSE ACTIVE ?

Il faut empêcher les formations militaires fascistes de se réunir, de créer des permanences, de vendre leurs journaux dans tous les centres et quartiers ouvriers. Il faut interdire malgré la police, la rue aux fascistes. Cette action prolétarienne de stricte défense active, seule condition de sécurité pour le prolétariat, aura comme première conséquence politique, le discrédit des possibilités fascistes en France.

La bourgeoisie et la petite bourgeoisie ne prendront

## Deux exemples d'attaques réactionnaires armées !

### Saint-Vit (Doubs)

La réunion contre le fascisme avait lieu à Saint-Vit, dans la salle de la mairie. Le maire, M. Fougèreux, présidait. Tout à coup, Hartmann fait son entrée, voulant faire pénétrer ses nerfs.

Nos camarades du service d'ordre lui déclarèrent d'entrer, mais de déposer leurs armes dehors, sous la surveillance d'un des leurs.

Hartmann ayant vu qu'ils étaient numériquement plus forts, 150, que les G.D.A., 40, donc, 4 contre un, sortit et tenta l'assaut de la salle. Nos 40 G. D. A., sont à féliciter, car, courageux, ils défendirent l'entrée de la salle repoussant les assaillants, 4 des nôtres furent blessés dont un, Démerville, très sérieusement.

Voyant qu'ils ne réussiraient pas à pénétrer dans la salle, Hartmann en véritable chef, rassembla ses nerfs, les insultra copieusement, les traitant d'insoumis, de peureux, etc... « Les peureux derrière, les courageux devant » une centaine se retirèrent, une cinquantaine restèrent, et c'est alors que la chose abominable se produisit, à coup de pierre (les uns pesant jusqu'à 3 kilos), ils cibèrent la mairie, les vitres volèrent en éclat. Le maire vint à la fenêtre, croyant les calmer par des mots raisonnables, c'est alors qu'il fut conspué et traité d'importance.

Plus tard, 12 nerfs se rendirent à son domicile, que ce serait-il passé s'ils l'y avaient trouvé !

Nos camarades orateurs n'eurent aucune peine à démontrer aux habitants de Saint Vit, ce qui les attendait si le fascisme arrivait à s'instaurer en France.

Mais lorsque nos copains voulurent revenir à Besançon, quelle ne fut pas leur stupefaction, toutes les autos étaient mises hors d'état, pneus lacérés, conduite cassée, il n'était plus possible de s'en servir.

Pour donner le change, nos vandales de retour à Besançon, cassèrent les vitres du magasin « Grosperin », beau-père d'Hartmann, afin de faire croire à une vengeance des anti-fascistes.

En fin de soirée, un ordre du jour fut voté à l'unanimité, qui sera envoyé au Procureur de la République réclamant l'arrestation de Hartmann, ayant à son actif : « Outrage à magistrat dans l'exercice de ses fonctions, acte de vandalisme, provocation aux meurtres, etc... »

Nous verrons quelle suite sera donnée à cette affaire. Mais il est certain que les habitants de Saint-Vit, en on fait une cruelle expérience, qui leur servira de leçon et cette leçon, soyons-en sûrs, sera répétée.

Alice JEANNEROT.

### Rue Pradier (19<sup>e</sup>)

Rue Pradier : Feu à volonté !  
Se disposant en éventail, au commandement « feu à volonté » ! une douzaine de J. P. blessèrent plusieurs travailleurs dont un très sérieusement. Ils purent vider leurs armes sur nos camarades et s'enfuirent librement.

« Auto-défense de masse » sans une milice certes, en liaison avec la masse, et outillée, c'est faire le jeu des assassins.

Face à cet assassinat organisé, la 19<sup>e</sup> Section diffusa le tract suivant, éditée une affiche du même texte : PARTI SOCIALISTE S. F. I. O. — 19<sup>e</sup> SECTION ALERTE

ON ASSASSINE DES OUVRIERS  
Couverts par le récent discours radiophonique de M. Doumergue Tournesuz, les fascistes veulent dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, à coups de browning, imposer leur loi.

Cela ne sera pas !  
A LA FORCE, NOUS OPPOSERONS LA FORCE !  
A la justice officielle défaillante, nous substituerons la justice du Peuple !

LA LOI DU TALION  
Habitant du 19<sup>e</sup> arrondissement, pour écraser dans le nid les œufs du fascisme, pour garder la liberté politique en gagnant la liberté économique.

VIENS AVEC NOUS  
Renforce l'unité d'action des organisations ouvrières !

Enrôle-toi dans  
LES MILICES DU PEUPLE !  
Adhère au Parti Socialiste.

aujourd'hui même !

Permanence Samedi 29 Septembre, de 14 h. à 22 h. et Dimanche 30 Septembre de 9 h. à 24 h., 6, place du Combat.

Pour la Liberté !  
Pour le Socialisme !  
En avant !

La 19<sup>e</sup> Section.  
Bloch prit la parole au meeting du S. F. I. en développant la nécessité d'une milice du peuple. Sa vigoureuse intervention eut un grand écho dans l'auditoire prolétarien, mais le secrétaire du rayon veut mettre en garde contre « la constitution de milice, mot d'ordre qui appartient au plan de provocation du gouvernement ». Bien entendu, il renouela ses « calomnies contre notre « Vérité ». L'accueil de la salle et des membres du P. C. lui servira de leçon, les travailleurs ne sont pas décidés à servir de cible aux fascistes, les enrôlements reçus par la Milice le prouvent.

# LES MILICES DU PEUPLE!

L'existence de milices ne s'oppose pas à la théorie de la défense des masses par elles-mêmes, ce que les camarades appellent l'auto-défense; elle en constitue au contraire le plus sérieux moyen.

L'existence de milices évitera de nombreux actes individuels désordonnés sans portée réelle et dont l'effet politique peut être mauvais (actions de militants courageux, désespérés de l'inertie de leurs partis et qui tomberont dans les provocations ou effectueront des raids audacieux n'ayant pas l'approbation de la masse). Nous proclamons que le terrorisme individuel est à bannir, mais ne pas organiser la défense c'est provoquer l'explosion d'actes individuels.

## QUI DISSOUDRA LES LIGUES ?

Huma et Popu réclament tous les jours, la dissolution des ligues fascistes à M. Doumergue ? L'entendent-ils en organisant des grands défilés de masses et des grandes fêtes de masses à Garches ou à Bullier pendant qu'ils laissent en plein quartier ouvrier, se vendre le « National » des Jeunesses patriotes, chaque dimanche devant l'Eglise de Belleville ? L'entendent-ils en conduisant des manifestants se bagarrer avec la police armée place de la République (où il n'y avait pas de fascistes le 9 février), alors que le 6 on trouvait des Jeunesses communistes faisant, parce que mal dirigées, coude à coude place de la Concorde avec les réactionnaires. L'entendent-ils en allant maquignonner avec Langeron, Préfet de Police, l'organisation d'une manifestation de Front Unique hors Paris à Vincennes, le jour où les Croix de Feu sont autorisés à parader dans Paris, à l'Étoile ? L'entendent-ils en allant se faire bafouer dans le cabinet du fic Guichard, par les chefs fascistes, en acceptant de discuter avec

## DE LA MILICE

4. La plus large démocratie ouvrière régnera au sein de cette organisation qui élira ses chefs responsables. Tout organisme conscient devra apporter son aide à la création et au développement des milices du peuple quelle que soit la tendance à laquelle puissent appartenir les fondateurs locaux.

5. Un comité de liaison des milices du peuple fonctionnera par arrondissement, et groupe d'arrondissements ou localités, visant à la coordination de l'action des différentes milices du peuple, tant pour préparer la défense que les contre-attaques communes.

Ce comité assurera également la liaison avec les comités d'alliance, auquel il sera adhérent chaque fois qu'il existera semblable comité dans la localité et en général avec toute milice d'organisations ouvrières existant dans la localité, en vue d'une coordination d'efforts.

6. Les organisations ouvrières vraiment désireuses de lutter contre le fascisme et de l'écraser physiquement chaque fois qu'il tend à se manifester dans les quartiers et localités ouvrières, apporteront tout leur soin au soutien des milices du peuple. Elles y délégueront leurs meilleurs militants qui feront dans l'action, profiter les milices du peuple de leur expérience propre.

7. La milice est une organisation de combat, ce n'est pas une foule, c'est une troupe. La milice ne manifeste pas, ELLE SE BAT.

## Un premier pas vers des actes nécessaires.

### Résolution votée à l'unanimité de la 19<sup>e</sup> Section du Parti S.F.I.O. (Seine)

La 19<sup>e</sup> Section de la Fédération de la Seine du Parti Socialiste ;

Parallèlement à la mise au point d'un programme d'action (Plan) permettant de rallier autour du Socialisme l'immense majorité du pays spolié et ruiné par le capitalisme ;

il importe devant la menace d'un nouveau 6 Février et les provocations fascistes, d'organiser des groupements de défense de masse ;

Rappel de son vote, il y a plusieurs mois, d'une résolution favorable à la création d'une Milice ouvrière ;

Considère que les événements qui se sont développés depuis ce vote démontrent quelle nécessité impérieuse pour la sécurité de la classe ouvrière, de ses organisations, de ses militants est la création d'organes locaux de défense : milice de défense ouvrière ou milice du peuple, leur coordination régionale et nationale, Les Milices étant constituées :

a) dans chaque section par des volontaires sous la direction de camarades responsables, cette formation de base constituant les cadres pour le recrutement direct dans la classe ouvrière sur le plan local, ainsi se réalisant la véritable Milice du Peuple ;

b) toutes les formations locales devant avoir entre elles une coordination, une liaison sérieuse, et une discipline de combat.

Le but de la Milice sera :

a) D'assurer la sécurité des locaux, des organisations, des militants, des vendeurs de journaux, etc...

b) D'écraser dans l'œuf, localement, toute tentative de formation et d'action de noyaux d'assassins réactionnaires.

c) De faire comprendre à la classe ouvrière la nécessité d'assurer par ses propres formations sa sécurité contre les bandes fascistes, toujours protégées par l'Etat bourgeois et sa police.

La 19<sup>e</sup> Section de la Fédération de la Seine du Parti S.F.I.O., décide :

a) La constitution dès ce jour du noyau de cadre de la Milice du Peuple, constituée par des volontaires de la Section et des J.S. du 19<sup>e</sup>.

b) Mandate ses délégués, au Comité Fédéral, et à la Commission exécutive pour défendre dans la Fédération de la Seine et dans toute la France cette résolution.

ce beau monde, sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité réciproque aux vendeurs de journaux ? L'entendent-ils à la façon d'Hénin Liétard et de toutes les autres pénibles affaires où le prolétariat a perdu 18 de ses meilleurs militants depuis le 7 février sans que ne tombe aucun fasciste ?

Nous affirmons que les bureaucrates, derrière leur phraséologie, préparent au prolétariat français, le sort du prolétariat allemand et autrichien. Leur auto-défense de masses désordonnée et sans efficacité, se terminera en prison, dans les camps de concentration et dans les cimetières, pour les militants les plus courageux, tandis que les masses resteront passives ou passeront au fascisme.

## MILICES DE DEFENSE ACTIVE.

Quant à la fameuse théorie qui conseille la formation de « groupes de défense » pour protéger les réunions et les locaux, sans viser à détruire les organisations militaires du fascisme et à leur interdire la rue, elle correspond au suicide.

Il est bien clair qu'actuellement les fascistes s'enhar-

dissent, le feu de salve de la rue Fessart, le prouvent. Ils recrutent, s'organisent et s'arment méthodiquement. Ils ont dans ces domaines, malgré leur nombre encore faible, une très grosse avance sur le prolétariat. Chaque fasciste est armé, bien armé et sait se servir de son arme ; ses organisations ont des armes automatiques puissantes, bien cachées; ils disposent de cadres entraînés; quand ils seront forts, la police et les officiers seront à leurs côtés franchement. Si nos libéraux se contentent de fils de fer et de serrures aux locaux et de jeunes gardes à chemises, cotte-rageux mais mal organisés, mal encadrés, mal armés, ils pourront peut-être pendant quelques semaines ou quelques mois, sembler avoir raison mais gare au réveil que leur sonneront les fascistes par attaques brusquées avec mitraillettes, grenades et lacrymogènes, quand ils se seront suffisamment développés à l'ombre du libéralisme prolétarien. Les quelques précautions ne peseront pas lourd à ce moment !

## L'EXEMPLE AUTRICHIEN EST ENCORE LA TOUT SANGLANTE.

La faute capitale des organisations ouvrières autrichiennes, possédant des milices de défense puissantes

## LENINE "ce provocateur"...

... La technique militaire, dans ces tout derniers temps, s'est encore perfectionnée. La guerre russo-japonaise a fait apparaître la grenade à main. Les armuriers ont mis sur le marché des fusils automatiques. L'un et l'autre sont déjà employés avec succès dans la révolution russe, mais sont loin d'être assez répandus. Nous pouvons et devons mettre à profit le progrès technique et devons apprendre aux détachements ouvriers la fabrication en grand des bombes, les aider, ainsi que nos équipes de combat, à se pourvoir d'explosifs, d'amorces et de fusils automatiques. Si la masse ouvrière participe à l'insurrection dans les villes, si nous attaquons l'ennemi en masse, si nous menons une lutte adroite et décidée pour conquérir l'armée qui hésite encore davantage depuis la dissolution de la Douma, depuis Sveaborg et Cronstadt, si la participation des campagnes à la lutte commune est assurée, la victoire sera à nous lors de la prochaine insurrection de toute la Russie...

Proletari, Septembre 1906

milliers de jeunes désorientés sans éducation politique et qui ne rêvent qu'à s'intégrer à toute force capable de les conduire hardiment vers un avenir meilleur.

2° « Attention, vous allez faire des organisations de fense active influencera favorablement des centaines de provocation ».

Nous sommes au contraire, fermement convaincus que de telles milices offriront un milieu peu propice à l'écllosion et au développement de provocateurs. La vie du provocateur y sera rendue beaucoup plus difficile que dans des organisations où n'existe aucune sélection dans le combat. En outre, on peut penser que les milices ne seront pas tendres pour le provocateur démasqué.

3° « L'organisation de telles milices ne peut que suivre la conquête préalable des masses ».

Comment ne pas comprendre que, précisément, la création de milices facilitera comme toute expression de force réelle et organisée du prolétariat, capable d'imposer le respect des libertés ouvrières, la conquête non seulement des ouvriers hésitants, mais de larges couches oscillantes de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, y compris les prolétaires sous les armes qui ne risqueront pas en bloc Biribi, s'ils n'ont pas une confiance suffisante dans l'issue de la lutte.

La réalisation effective du mot d'ordre « milices partout », sera mille fois plus efficace que les articles de campagne électorale à une époque où l'action est la meilleure propagande contre l'ennemi.

4° « A quoi bon faire des milices puisqu'elles auront le sort des milices belges qui ont dû se dissoudre ! »

L'existence « légale » des milices compte beaucoup moins que leur existence REELLE.

5° « Nous ne sommes pas des chefs de bandes » diront certains bureaucrates.

En premier lieu, si vous êtes incapables d'agir, il vaut mieux cesser de faire les matamores et mettre une sourdine. Ensuite, le prolétariat joue sa liberté, et son émancipation ; chaque syndicat, chaque travailleur, quel que soit son parti, joue sa peau et il ne pourra la défendre qu'en faisant meilleur marché de celle de ses ennemis mortels que de la sienne ! Les assassins sont du côté de ceux qui, pour serrer encore plus la vis aux exploités, sont prêts à la pire terreur pour garder le troupeau sous le joug. Si le prolétariat perd tout réflexe, se contente de se gargariser de formules à effet, il est perdu.

Nombreux sont les prolétaires qui en ont assez de « manifester avec dignité », de se laisser endormir par des phrases générales sur le front unique, l'auto-défense de masse et les parades; ils savent que pendant ce temps, les fascistes multiplient leurs cadres, leurs armes, attirent de nouvelles recrues, et préparent l'offensive à l'heure choisie. Le prolétariat ne veut pas être réduit en esclavage, il veut la victoire. Il ne peut y avoir de victoire contre les troupes de choc du fascisme sans batailles.

Il n'est pas du tout satisfaisant pour le prolétaire de savoir que le socialisme est la vérité, et que l'avenir lui appartient. L'ouvrier ne veut pas lutter pour avoir droit à une statue dans un siècle, le prolétaire ne veut pas devenir un martyr. Si certains ont la soif du martyre, qu'ils aillent se faire pendre ailleurs, mais qu'ils n'encombrent pas, avec leurs histoires de dignité et leurs fumées endormieuses; la dignité totale du prolétaire, il ne pourra y prétendre qu'après avoir renversé le régime capitaliste et les actes les plus dignes qu'il peut faire actuellement, ce sont des actes de lutte réelle.

Le problème se ramène toujours à la vieille formule de Clémenceau : « Entre eux et nous, c'est une question de force ». C'est vrai et pour être fort contre les attaques réactionnaires et fascistes, il faut être organisé solidement et bien armé. Le reste n'est que bavardage creux.

Assez de palabres, des ACTES !

## Et maintenant ?

Maintenant que tu as lu, maintenant que tu sais que la création immédiate de milices du peuple constitue ta dernière chance contre le fascisme et son ombre la guerre, décide toi à créer AUJOURD'HUI, le premier embryon de la milice du peuple de ta localité.

Si tu es l'un de ces milliers d'anciens militants communistes ou socialistes retirés du mouvement, tu as là, une occasion d'abandonner ta tour d'ivoire et de reprendre une activité militante dans un milieu sain où le but est clair et si hautement nécessaire.

Plus tu as d'influence sur les travailleurs de ton coin, plus tu as de responsabilités. Combien d'instituteurs de province pourraient jouer un rôle important dans la formation et le développement des milices du peuple ! N'attends pas obligatoirement le signal d'en haut.

Diffuse notre brochure ; n'aie pas de répit avant qu'elle ait touché celui qui la mettra en action; si tu tiens à ta liberté, à ta peau, à celle de ta famille, tu ne peux te désintéresser d'un problème aussi capital que celui de : LA MILICE ANTIFASCISTE DU PEUPLE.

Le fascisme au service du grand capital ne s'arrêtera ni devant des rassemblements, ni devant des poings tendus, mais après que les poings auront frappé fort.

## CHEZ NOUS

### ORIENTATION :

« Que Messieurs les assassins commencent ! »

(L'Humanité.)

Organisations ouvrières et antifascistes	Leurs forces numériques		Leurs formations militaires ou para militaires	Leur influence	Observations
	avant le 6-2-34	depuis le 6-2-34			
Parti Communiste	25.000	30 à 35.000	0	en progression	ont passé un pacte de front sans objectif d'action réelle
Parti S. F. I. O.	120.000	130.000	0	en progression	inité syndicale non encore réalisée
C. G. T.	stationnaires		0	en stagnation	
C. G. T. U.	en faible décroissance		0	?	
A. R. A. C.	stationnaires		0	stationnaire	
Combattants de la Paix	stationnaires		s'opposent à toute formation de ce genre	en stagnation	
Union anarchiste	stationnaires		0		
Front Commun	3 à 4.000	10.000	quelques groupes mobiles non militarisés	influence localisée à quelques grandes villes comme Paris	font partie de quelques Comités de vigilance locaux
L. I. C. A.	stationnaires		quelques groupes de défense non militarisés		
Ligue des Droits de l'Homme	stationnaires		0	stagnante	
C. G. Paysans travailleurs	stationnaires		0	localisée à quelques départem. français	

TOTAL..... 0

## L'Expérience de nos Frères Italiens

### La Défense des Journaux Révolutionnaires

Rien ne prouve mieux toute l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise que la répartition de la presse. Pour avoir du papier et des imprimeries, il faut des grandes sommes. Qui a l'argent fait l'opinion; peut fonder les journaux qu'il veut et ainsi de suite. Prenez la France d'aujourd'hui. Que de leçons de cette affaire Staviski, maître-chanteur, mais aussi maître de la presse et des journalistes corrompus et corrupteurs. L'exemple de Coty en est un autre. Il n'avait comme idées à défendre que ses millions; cela était suffisant pour qu'il put fonder son torchon.

Les millions d'ouvriers, eux, s'ils veulent avoir un bout de papier imprimé pour défendre leurs intérêts et leurs idées doivent se rassembler; unir leurs efforts pendant des années et des années, pour arriver à ramasser les gros sous qu'il faut à la fondation d'un journal, d'une revue, d'un petit périodique quelconque.

Néanmoins le propre de la démocratie bourgeoise c'est cela : qu'elle permet encore aux ouvriers de s'unir, de regrouper leurs efforts, de fonder des caisses communes, d'avoir des journaux. Mais ce n'est pas toujours comme cela. Pendant que le capitalisme est « libre-échangiste » il est aussi pour la libre concurrence entre les Partis, entre les idées, entre les classes, parait-il. Mais arrivé à son stade actuel de décomposition, à l'époque du capital monopoliste, il ne peut se maintenir, contre toute la société qui se rebelle contre lui, qu'en instaurant le monopole partout, dans l'économie aussi bien que dans la politique, (qui est d'ailleurs une économie concentrée). D'où la nécessité pour le capital monopoliste de se servir du fascisme pour détruire toute forme de démocratie; mais d'ici aussi la nécessité pour la classe ouvrière de défendre ses conquêtes démocratiques, qui lui ont coûté tant de sacrifices et de luttes.

La défense du droit de presse vient en première ligne. C'est la presse qui organise, éclaire, anime les travailleurs. Hitler dès son arrivée au pouvoir s'est occupé de faire taire la presse ouvrière. Il a réalisé cela, d'un seul coup, par la voie d'un décret. Mussolini en Italie a dû — pour arriver à ce résultat — employer sept ans; mais ses coups, aussi, furent dès la première heure dirigés contre la presse ouvrière.

Le premier épisode de guerre civile, le premier exploit fasciste en Italie fut l'assaut à l'Avanti, organe du P.S.I., le 15 avril 1919.

(suite page 4).

## SYMPATHISANT ADHÈRE AU PARTI SOCIALISTE

# La défense des Journaux révolutionnaires en Italie

(Suite de la page 3)

Ainsi les travailleurs qui veulent défendre leur droit à la presse, avec leur droit de réunion et d'organisation, doivent tenir compte de l'une et de l'autre expérience, de l'allemande et de l'italienne. Si on laisse venir le fascisme au pouvoir sans résistance, c'est la fin de toute liberté pour les travailleurs. Si on veut empêcher le fascisme, il faut alors lui savoir résister sur tous les terrains et avant tout sur le terrain qui est propre au fascisme : celui de l'attaque militaire, des coups de mains armés contre les sièges et les organisations prolétariennes. L'expérience italienne est très riche de leçons à tirer. Aussi nous allons en rappeler quelques-unes ici.

Une imprimerie ouvrière dévastée, une rédaction ouvrière incendiée ne porte pas seulement la démoralisation parmi les rangs ouvriers, mais les prive de leur puissante arme : le journal. Peut-on croire qu'on empêchera les fascistes de s'attaquer aux imprimeries et aux sièges de nos journaux par des protestations et des appels au monde civilisé. Les grèves non plus ne peuvent suffire. Les grèves fatiguent les ouvriers, tandis que les fascistes vont toujours recommencer.

## Importance de la technique

Il faut qu'on oppose la force à la force et pour cela il faut combiner l'action de masse à la meilleure organisation de défense physique. La technique a sa part très grande. Il faut tout prévoir, tout étudier, tout prémunir. C'est l'Ordine Nuovo de Turin, organe du Parti communiste, qui nous offre l'exemple le plus moderne de défense contre les attaques fascistes. L'Avanti!, à Milan, organe du P.S.I., après avoir subi plusieurs dévastations fascistes en était venu adopter comme système de défense l'électrification de tous les accès au journal. Mais la mise en action du courant électrique, s'il fit tomber plusieurs fascistes lors du dernier assaut, (pendant la marche sur Rome), n'empêcha pas aux fascistes d'occuper une fois de plus le quotidien socialiste et d'en détruire les machines.

L'essentiel, ici comme dans la guerre moderne, reste toujours la défense humaine c'est-à-dire la qualité, des combattants. Il ne suffit pas d'avoir des portes blindées, des vedettes sur les toits, des mitrailleuses et des bombes à main, il faut savoir s'en servir, il faut avoir des hommes prêts à tout, prêts à défendre avec les machines du journal leurs libertés, leur vie même.

Pendant la période de la guerre civile en Italie, le quotidien communiste de Turin, l'Ordine Nuovo, est demeuré le seul journal inépuisé et inespugnable. Pourquoi ?

## Une organisation sérieuse

Approchons-nous de l'entrée. Une forteresse ! Le « concierge », c'est un ouvrier de l'usine choisi parmi l'équipe des ouvriers de « tour » pour la défense. Chaque jour l'équipe change par ordre du « service militaire » de la « section communiste » de la ville. La consigne est sévère. Le concierge ne cache pas son arme : un gros Mauser. (A la guerre c'est comme à la guerre, avait écrit Mussolini sur son Popolo d'Italia). Et si on laisse les armes aux fascistes, il faut bien que les ouvriers aussi s'en procurent. Dans la porte, blindée, des « trous », soit pour « espionner », le visiteur, soit pour lui braquer l'arme dessus, s'il le faut. La « conciergerie » est munie d'un appareil électrique qui met en mouvement un système de sonnerie, « l'alarme au personnel de service qu'un danger est imminent ». Dans ce cas, la commande passe au « chef militaire » de service. Depuis le concierge au directeur du journal, tous sont aux ordres du « camarade » responsable de la défense. Le personnel d'imprimerie est libre de s'en aller, par une sortie de sûreté ou d'y rester. Les plus dévoués et les plus conscients des ouvriers n'abandonnent jamais le poste de travail, même en cas de danger (menace d'attaque). Tous, du « concierge » au directeur, sont armés et ont une tâche à remplir.

## La stratégie

Par où l'attaque viendra ? Des « toits », de l'entrée principale ? Chaque coin vulnérable est surveillé, défendu. La nuit, des « vedettes » placées sur les toits explorent par des puissants « réflecteurs » les maisons avoisinantes. « La surprise, avait encore dit Mussolini, journaliste, c'est la carte la plus riche du jeu ». Il fallait se prémunir contre toute « surprise ».

Des bombes incendiaires lancées des toits dans les locaux du journal, y aurait allumé le feu — très facile pour les encre et le papier à journal. La défense aurait été alors bien pleine de difficultés. Néanmoins il fallait se prémunir contre cette éventualité. Des appareils contre l'incendie étaient à la portée des défenseurs. (Les pompiers arrivaient toujours tard et étaient d'habitude arrêtés dans leurs opérations par les fascistes massés dans leurs rues).

Mais les précautions ne sont pas encore suffisantes. Il faut prévoir l'éventualité que les fascistes arrivent à rompre le premier barrage. Une seconde ligne de défense était constituée dans la cour par des chevaux de frises, des « bouches de loup », des block-hauss. On pouvait dire vraiment que les fascistes ne seraient pas passés. Mais on ne pouvait pas être sûr. Ainsi il fallait tout prévoir. En cas de siège ? On aurait essayé « une sortie » ou quoi ? La lutte contre le fascisme, c'est une lutte qui n'admet pas d'illusions et de faiblesses. Des mesures étaient prises pour assurer la retraite des défenseurs et pour essayer l'extrême moyen de défense contre les fascistes : on avait miné le terrain. Encore une fois, Mussolini avait dit : « A la guerre c'est comme à la guerre ». Il fallait se défendre. Et on se défendait.

Pour lier la défense du journal de l'intérieur à l'action extérieure des masses, une puissante sirène était placée sur les « toits » pour avertir les ouvriers des alentours en cas d'attaque.

## MILICES ? OUI !

Mais LA VERITE les propage : diffusez, abonnez-vous, souscrivez pour LA VERITE !

Un « service d'information » était organisé pour être renseignés sur les décisions du « fascio ». Les « femmes » faisaient la liaison avec l'extérieur dans les journées de mobilisation. Leurs corsages servaient pour le transport des armes et des munitions à travers des barrières de police. Oui, parce qu'il fallait se prémunir en même temps des coups et des « surprises » policières.

La loi n'autorisait qu'une certaine quantité d'armes, qui, encore, devaient être dénoncées à la police. Des cachettes étaient pour cela nécessaires afin d'empêcher la saisie continue des armes.

Mussolini, arrivé au pouvoir, l'Ordine Nuovo put en communiquer les dernières nouvelles; mais désormais le front de la lutte avait changé. Mussolini était devenu le pouvoir étatique; l'illégalisme fasciste, la nouvelle légalité. Les dernières hypocrisies de l'Etat libéral disparurent. Mussolini pouvait désormais s'emparer de l'Ordine Nuovo par la voie légale ; ce qu'il fit, en faisant occuper le quotidien communiste, qui avait tenu pendant des années toujours en respect les troupes fascistes, par les forces armées de l'Etat.

C'est là ainsi une précieuse leçon à tirer. Il ne faut pas seulement la défense armée et épisodique, il faut que la lutte pour la défense des droits démocratiques des ouvriers soit encadrée dans une lutte plus générale : celle pour le pouvoir.

Eux ou nous : ainsi le dilemme se pose inexorablement. Mais ce seront eux qui nous écraseront si nous leur laissons faire. Pour attaquer, il faut commencer par se défendre farouchement.

AMAR.

## Pourquoi former et outiller les milices du Peuple ?

# Parce que notre inertie favorise la montée fasciste

## Nouveaux exemples de Lorraine, Neuves-Maisons, Bonnières et du 18<sup>e</sup>

### DANS LA MOSELLE

Pays de langue allemande, la région mosellane est en même temps une contrée essentiellement industrielle : c'est dans ce département que des dizaines de hauts-fourneaux (Hayange, Hagouange, Knutange, Thionville, etc...) élèvent leurs noires silhouettes au-dessus des cités ouvrières lorraines.

Certaines villes de ce coin ont été, il n'y a pas encore bien longtemps, des bastions communistes; pour ne citer que la ville réactionnaire et patriote de Metz, en 1926, il s'en fallut de quelques voix pour que la municipalité soit entièrement communiste; aujourd'hui encore quelques bastions sont restés au P.C., par exemple Basse Yutz près de Thionville, mais ils ne sont plus nombreux; la politique « béroniste » du P. C. est passée par là. Quant au parti socialiste, il faut le dire carrément : il est quasi-inexistant.

Ce ne seraient cependant pas les possibilités de recrutement qui manqueraient, malgré la répression féroce des de Wendel et autre adhérents locaux du Comité des Forges; les conditions de vie sont nettement insupportables. « Il faut que ça change, ça ne peut plus durer ainsi » dit le mineur et le métallo lorrain à la recherche d'un aliment révolutionnaire et en quête d'un guide pour sa libération.

Le 12 février, nombreux furent les travailleurs de la Moselle qui manifestèrent leur volonté antifasciste. Rien qu'à Metz où les J.P. avaient décidé de défilé sur une grande place de la ville, 4.000 antifascistes rassemblés à l'appel des organisations ouvrières empêchèrent le défilé. Il faut montrer il est vrai le revers de la médaille : le dirigeant du rayon de Metz, Kirsch s'opposa à laisser chanter l'Internationale sous prétexte que le chant révolutionnaire équivaldrait à une provocation à l'égard de la police. Est-ce en procédant ainsi, en étant digne, qu'on fera reculer la police ? Celle-ci l'a très bien montré récemment en poursuivant l'Humanité de Metz.

### RECRUTEMENT PARMI LES OUVRIERS MEMBRES DU P.C.

Etonnez-vous, si dès lors, le Francisme a flairé en Moselle un « terrain d'élite ». Il ne s'est pas fait faute d'y ensemencer à grandes poignées depuis quatre mois. Et il faut avouer que ça commence à germer : car 15.000 recrues en quelques mois dans ce département n'est pas chose négligeable. Sans doute ce sont des adhérents de surface; le francisme n'a pas encore « enrâché » ses résultats; mais tant que le front unique prolétarien n'aura pas été en Moselle un contre-pôle d'attraction — notamment par la création de milices antifascistes — le francisme pourra consolider le terrain gagné.

Etonnez-vous également si des éléments ayant appartenu au parti communiste — mesurant le divorce croissant entre la théorie communiste et la pratique stalinienne, — échouent au parti du franciste Bucard ! Un exemple : deux agitateurs francistes vont à Boulay (entre Metz et Sarreguemines) et convoquent au pied levé une réunion publique à laquelle viennent 200 personnes; à l'issue de leurs discours démagogiques, ils font 70 adhérents, dont 60 ouvriers (ces 60 protos sont tous des anciens membres du P.C. et ont encore actuellement sur eux leur carte de la C.G.T.U. !).

### QUE FAIRE

Il est déjà tard pour réagir. Mais est-il trop tard ? Non, non et non. Il faut seulement ne plus perdre de temps et, au travers de la création effective d'une fédération mosellane de la S.F.I.O., mettre sur pied des milices de défense et d'attaque contre le fascisme.

Cela est d'autant plus urgent que les cadres lorrains du francisme sont loin d'avoir la confiance de leurs adhérents : on l'a pu constater pendant la tournée de réunions de Bucard en Moselle. « Ce sont presque tous des pleutres » nous disent des ouvriers un moment égarés dans les rangs du francisme. D'autres nous disent : « Ils m'ont promis du travail et rien n'est venu ». Malgré tout cela, ils risquent de progresser si le prolétariat ne construit pas ses organisations miliciennes.

## Pour renverser Doumergue ! Pour instaurer le Gouvernement Ouvrier et Paysan !

# La J. S. de la Seine à l'Avant Garde !

« Les républicains riposteront au discours de M. Doumergue, en votant contre ses candidats ». Voilà la leçon profonde que ces MM. de La Lumière ont tiré du discours de Doumergue. C'est compréhensible. Il s'agit de libéraux bourgeois. Malheureusement les dirigeants des deux partis ouvriers se sont démontés au niveau de ces libéraux bourgeois. « Vous voulez battre Doumergue, barrer la route au bonapartisme qui s'affirme aujourd'hui cyniquement ? Votez pour nos candidats ! » Voilà toute la perspective de combat que ses dirigeants offrent à la classe ouvrière !

Et pourtant les réactionnaires et les fascistes nous ont bien démontré l'importance réelle des élections et des majorités parlementaires. Durant toute la législature, pas un ministère n'avait remporté une majorité aussi imposante que le ministère Daladier, au cours même des émeutes de février. Il a suffi de quelques milliers de fédérateurs d'A. F. et des Jeunesses patriotes, de quelques cohortes de Croix de Feu disciplinées pour mettre les quatre fers en l'air la majorité si imposante de Monsieur Daladier. Et si les bandes fascistes et réactionnaires ne se sont pas engagées dès le début dans la voie du bonapartisme, ce n'a pas été dû à M. Herriot, mais seulement aux violentes démonstrations spontanées des ouvriers et du peuple tout entier, dans la province et dans la capitale.

Aujourd'hui, les bourgeois se soucient des élections parlementaires ou cantonales comme de leur première chemise de couleur. Francisles, A. F., J. P., Croix de Feu, toute la racaille arme systématiquement et s'organise militairement pour le nouveau

coup dur. Et tout ce que les chefs des deux partis ouvriers savent faire, pour leur barrer la route, c'est bêler pour leur désarmement et leur dissolution auprès du Conseil des Ministres. Et toutes les perspectives que ces « chefs » donnent au prolétariat, face à cette mobilisation, tout ce que savent faire les « chefs » des deux partis ouvriers, c'est de demander la dissolution et le désarmement des ligues fascistes : « Monsieur Doumergue, mettez vos méchants chiens de garde à la chaîne, et limpez-leur les crocs ! » Et en fait de perspectives, en fait de mot d'ordre tout et tout ce qu'on donne aux travailleurs comme perspectives et comme mots d'ordre, c'est... de bien voter aux élections cantonales.

Et pourtant ! le prolétariat a montré par la grève générale du 12 février, que sa force innombrable est infiniment supérieure à celle des fripouilles nationales. Grève générale !

Les autobus, les tramways, les métros s'arrêtent. Pas de téléphone ! Pas de télégraphe. Les chantiers sont déserts. Les hauts fourneaux sont éteints, les écoles restent fermées, les petits boutiquiers baissent leurs rideaux de fer. Grève générale ! Les trains et les autocars peuvent être immobilisés; les usines de gaz et d'électricité paralysées. Tout dépend des travailleurs, s'ils sont puissamment organisés, s'ils ne se contentent pas de se croiser les bras, mais descendant dans la rue, imposant l'ordre et l'autorité révolutionnaire. Au moment où Doumergue engage le pays dans une phase nouvelle et décisive du bonapartisme, au moment où on s'apprête à nous arracher toutes les libertés ouvrières, en premier

lieu, le droit syndical, si les ouvriers ne réagissent pas immédiatement, ils tendent le cou à la hache fasciste.

C'est ce que les jeunes socialistes comprennent de plus en plus. Aussi la Commission exécutive des J.S. de la Seine, a décidé de montrer la voie, en engageant immédiatement la campagne en faveur du mot d'ordre : « PREPARATION DE LA GREVE GENERALE POUR RENVERSER DOUMERGUE, ET ORGANISATION DE LA DEFENSE OUVRIERE ». Sans délai, une délégation se présente à la direction des Jeunesses Communistes pour leur demander de s'associer à la campagne.

Les délégués des J. C. se débattent et acceptent seulement des réunions d'usines sur des mots d'ordre généraux. Toutefois, nous sommes persuadés que nos camarades des J. C. seront amenés par les cours mêmes des événements à comprendre la nécessité des solutions de lutte et de la grève générale.

Inutile de dire que nous saluons la décision prise par la C. E. des Jeunesses Socialistes, qui trace hardiment la voie de la résistance au fascisme. Mais chacun de nos camarades des J. S. doit se pénétrer des grandes responsabilités qui pèsent sur nos épaules. Tous les ouvriers comprennent la gravité d'une telle décision. La grève générale ne peut pas être un simple mouvement de protestation, comme on voit souvent en Espagne. Il faut à tout prix éviter la défaite qui forcerait les prolétaires à rentrer vaincus dans les usines.

En réalité, c'est une lutte décisive à engager.

De nombreux camarades hésitent par ce qu'ils comprennent cette réalité. Et nous sommes d'accord avec eux qu'il serait criminel de lancer à l'aventure le mot d'ordre de grève. Mais ce que ces camarades doivent comprendre, c'est que cette issue du combat et de la grève générale est, pour éviter les camps de concentration et les tortures du fascisme, la seule issue. Dès lors que la lutte soit difficile ne signifie pas qu'il faut s'en détourner; cela signifie qu'il faut la préparer avec fièvre, avec passion, en comprenant qu'il s'agit de la vie et de la mort.

De la même façon, les camarades doivent bien se pénétrer de cette idée que la grève en soi, n'est rien. Il est impossible que les ouvriers se contentent de rentrer chez eux après avoir donné au bonapartisme, un « avertissement » par la grève générale. Cela signifierait la défaite, la répression patronale, et le fait pour les soldats qui auraient fraternisé avec les ouvriers en grève. Avertis, les fascistes le sont. Ce qu'il faut c'est les briser. Sinon, c'est eux qui nous casseront les reins. Avant peu.

Ainsi nous ne considérons pas la grève comme un but en soi, mais comme un moyen. Comme un moyen vers le renversement du bonapartisme et vers l'instauration d'un gouvernement ouvrier, socialiste et communiste. Là encore, les camarades doivent se garder de considérer les choses selon le rapport des « forces » au Parlement. Le marais qui détent la majorité parlementaire est un facteur nul dans les événements présents.

La bataille se joue dans la rue, entre deux forces réelles, qui sont des minorités parlementaires. Les forces de l'ennemi sont encore dispersées. Celles du prolétariat sont innombrables. A nous, doit appartenir la victoire. Mais cela exige de vouloir vaincre. Cela exige de balayer impitoyablement de nos propres rangs, tous ceux qui vont à la bataille avec une âme de vaincu.

Toutefois, la volonté de vaincre ne suffit pas. Il n'y a pas de propagande pour la grève générale, si nous ne faisons pas une propagande systématique pour les moyens de la grève générale, si nous ne préparons pas dès maintenant, les conditions favorables pour la grève générale. Cela signifie une lutte sans répit pour l'unité syndicale à tout prix, qui renforcera considérablement la force de combat du prolétariat et des fonctionnaires. Cela signifie l'organisation immédiate des comités ouvriers réunissant les ouvriers de toutes tendances ou leurs délégués, sur la base de l'entreprise, du village, du quartier, pour préparer et organiser la grève générale. Cela signifie l'organisation systématique par nous — non pas seulement de la Jeune Garde — mais aussi des milices du peuple, groupant tous les exploités prêts à se battre pour défendre leur peau et leurs libertés contre le fascisme et la guerre. Ces milices sont seules capables de briser les reins aux formations fascistes; c'est le seul pouvoir exécutif en qui nous puissions avoir confiance.

Enfin, c'est à nous, les jeunes, que revient une des tâches les plus importantes dans la préparation de la grève générale. La bourgeoisie essaiera de faire manœuvrer les soldats contre les grévistes. Il faut empêcher les soldats de tirer sur leurs frères de classe. Il faut qu'ils sachent se servir de leurs armes, non pas contre le peuple, mais pour le peuple dont ils font partie. Les J. G. S. belges ont déjà obtenu des résultats très importants dans cette conquête de l'armée au prolétariat. Gagner la troupe, c'est pour nous une question de victoire ou de défaite.

Camarades des Jeunesses ! L'heure n'est pas aux querelles de boutique. Il faut agir tous ensemble. Il faut passer résolument à l'offensive pour mûrir les conditions de la grève générale, se faire les artisans de l'unité syndicale, constituer dès maintenant les comités ouvriers et la milice du peuple, gagner l'armée.

En avant pour la grève générale ! En avant pour le gouvernement ouvrier et paysan !

CRAIPEAU.

## REDACTION

Ce premier numéro de relancement hebdomadaire, est centré sur la nécessité de constituer une « Milice du Peuple », moyen de combat de toute une politique de combat révolutionnaire pour le pouvoir.

Nous avons renoncé, malgré la matière importante qui nous est parvenue, à nos rubriques habituelles. Dès notre prochain numéro, nous assurerons leur parution régulière; nous demandons instamment à tous nos lecteurs, de nous faire parvenir chaque semaine, pour le lundi matin, des notes locales régulières.

« La Vérité » doit exprimer la vie réelle de la classe ouvrière et de ses organisations.

Nous réservons également deux colonnes hebdomadaires à la discussion libre. Tout membre du P. S., tout lecteur, sans accepter nos propositions, pourra y écrire, développer son point de vue, combattre le nôtre.

« La Vérité » est l'arme commune pour la lutte révolutionnaire !

## A Propos d'un démenti

Un communiqué à la presse émanant d'un soi-disant « Comité Central de la Ligue Communiste », fut publié par plusieurs journaux dont l'Œuvre. Ce communiqué signé P. Naville n'émane ni du Comité Central actuel de notre tendance, élu à la dernière Conférence Nationale, ni de l'ancien Comité Central, dont les pouvoirs venaient à expiration à cette Conférence. Ce communiqué est le fait de quelques camarades adversaires de la rentrée dans la S. F. I. O., n'ayant pas accepté la discipline de la Conférence Nationale; seulement trois de ces camarades étaient membres de l'ancien Comité Central : P. Naville, Julien, Lucienne.

Ce communiqué constitue une malhonnêteté destinée à discréditer des adversaires de tendances en usant en faux du titre d'un organisme de direction, il relève des procédés de clique et non de la lutte idéologique de tendances révolutionnaires. Ce procédé malhonnête révèle un désarroi politique complet, en effet, nous apprenons que la minorité anti-entrisme de la Conférence : (41 mandats contre 66), après avoir quitté notre organisation, refusant de se soumettre à la discipline nationale, s'est scindée en plusieurs tronçons. Il est temps que des militants se réclamant du capital politique des bolcheviks-léninistes, comprennent qu'ils sont engagés dans une impasse et rejoignent notre tendance. LE SECRETARIAT.

## ADMINISTRATION

Le numéro spécial de septembre de La Vérité a trouvé parmi les travailleurs du pays et ceux de Paris tout particulièrement, un grand écho.

Malgré un deuxième tirage que nous avons été obligés de faire, un grand nombre de travailleurs n'ont pu être servis. Il y sera remédié à l'avenir.

LA VERITE PREND LE LARGE... Elle ne s'arrêtera pas. Recommencant, avec ce numéro, sa parution hebdomadaire régulière, La Vérité sera, comme toujours, à l'avant-garde de la bataille de classe. Elle enforcera toujours plus profondément dans la conscience des travailleurs l'idée de la nécessité d'opposer aux bandes fascistes et au patronat la force prolétarienne : par des comités locaux, d'usines, des milices du peuple.

La ligne politique défendue depuis des années par La Vérité, SE TRANSFORME DEJA EN ACTES.

Mais ce n'est pas suffisant. La Vérité doit toucher de plus grandes masses de travailleurs. Elle doit pénétrer PARTOUT où vivent et peinent les prolétaires.

Le Créant : P. ERANK.  
Imp. du COMMERCE et des POSTES  
12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris